



8 OCTOBRE 2015, JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATION INTERPROFESSIONNELLE.

PARTOUT EN FRANCE, SOYONS DANS L'ACTION.
IMPOSONS LE PROGRÈS SOCIAL

**RASSEMBLEMENT à 14H30
PLACE NAPOLÉON à LA ROCHE SUR YON**

Cédant aux pressions des puissances financières, au MEDEF, aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité. Accompagnées par une bataille idéologique inédite, des politiques pour l'emploi se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale qui vont impacter tous les salarié-e-s.

Ainsi depuis 3 ans, la politique du gouvernement pour lutter contre le chômage consiste à « assouplir », dans les faits casser le droit du travail, et à accorder des milliards de cadeaux fiscaux ou sociaux au patronat. Ces politiques sont un fiasco et aggravent les inégalités par un accroissement de la pauvreté pour les salariés, retraités et chômeurs.

LE PACTE DE RESPONSABILITÉ EST UN ÉCHEC

Ce sont 20 milliards d'euros au titre du CICE depuis janvier 2013 et 20 milliards d'euros de baisses de cotisations sociales au titre du pacte de responsabilité, soit 40 milliards d'euros d'argent public qui ont été dépensés avec des effets contraires à ceux annoncés dans le Pacte de responsabilité (*hausse du chômage + 200 000 demandeurs d'emploi, baisse des investissements de 10 % sur les 2 dernières années dans les entreprises du CAC 40*).

RÉPARTITION DES RICHESSES POUR LE PROGRÈS SOCIAL

Dans un contexte où les inégalités se creusent, la précarité se développe où les riches n'ont jamais été aussi riches (*1 % de la population mondiale détient 48 % des richesses mondiales, + 53,5 milliards d'euros en 1 an pour les 10 plus grandes fortunes de France*) les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires réaffirment leur volonté de contribuer au renforcement des mobilisations et à leurs convergences, dans un cadre unitaire le plus large possible.

Dès à présent, les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires invitent les salarié-e-s et retraité-e-s à amplifier la mobilisation autour d'une plateforme revendicative commune pour :

- Augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minimas sociaux et le point d'indice des fonctionnaires.
- Promouvoir l'égalité salariale femmes / hommes.
- Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois, combattre et réduire le chômage.
- Pérenniser et améliorer les garanties collectives.
- Pérenniser et améliorer la protection sociale, les retraites complémentaires, pour garantir les droits à la santé et à la retraite.
- Développer les investissements pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques.
- Conforter et promouvoir les services publics.